

Questions orales

les emprunts, le risque imminent de perdre son entreprise agricole en tout ou en partie; les achats et les réparations de machines agricoles et autres dépenses connexes.

Le livre conclut que les priorités des femmes rurales continueront de tourner autour des préoccupations traditionnelles touchant la famille et l'entreprise agricole, mais que les nouveaux défis auxquels les pressions financières les confrontent aujourd'hui viennent maintenant compliquer leur travail.

Après avoir ainsi décrit l'ampleur des difficultés, les Concerned Farm Women, avec d'autres...

Mme le Président: A l'ordre. Le temps de parole du député est écoulé.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'INVASION DE LA GRENADE—LA MANIPULATION DE L'INFORMATION PAR LES ÉTATS-UNIS**

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, les citoyens des États-Unis ne connaissent qu'une version de l'histoire de l'invasion illégale de la Grenade, celle que l'administration Reagan veut bien leur donner. Il s'agit de manipulation de l'information.

La couverture des événements à la Grenade par les médias américains est outrageusement pauvre et désinvolte. Ainsi, hier soir à l'émission Nightwatch au réseau CBS, on a présenté presque exclusivement des déclarations et des opinions du gouvernement américain ainsi que de gens appuyant cette initiative immorale. En revanche, il n'a pas du tout été question de l'opposition des pays latino-américains, comme la Colombie, Panama, le Pérou, l'Équateur, le Venezuela, la Guyane et Costa Rica.

De même, on n'a pas glissé mot sur la sévère désapprobation de l'Espagne, de l'Italie, de la Suède, du Danemark, de la Grèce, du Portugal, de l'Allemagne de l'Ouest, du Japon, de la Chine ou du Canada.

On n'a pas non plus dit aux citoyens américains que la Grenade fait partie du Commonwealth britannique, au même titre que le Canada.

Cette intervention des États-Unis se range dans la même catégorie que celles faites au Vietnam, en République dominicaine, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Afghanistan.

Le gouvernement américain refuse même à ses journalistes le droit de se rendre dans l'île afin de faire des reportages sur le terrain.

L'American Free Radio diffuse dans le monde depuis des décennies des messages en faveur de la liberté, de la démocratie, sans oublier la liberté et la responsabilité de la presse.

Mais qui donc va dire la vérité au peuple américain?

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'INVASION DE LA GRENADE—LA RÉPONSE DES ÉTATS-UNIS AUX INSTANCES DU CANADA**

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, au sujet de la situation à la Grenade, je tiens à répéter

la réponse que le sous-secrétaire d'État américain aurait donnée à notre ambassadeur à Washington quand ce dernier s'est plaint que le Canada n'ait pas été consulté avant l'invasion de la Grenade.

Pour la gouverne du premier ministre, je cite la réponse attribuée par M. Gotlieb à M. Kenneth Dam, sous-secrétaire d'État. D'après M. Dam, le Canada n'a pas été consulté «parce que, pour des raisons de sécurité, il ne fallait pas trop parler de ce projet d'invasion».

Compte tenu des graves conséquences de la déclaration de M. Dam sur les relations canado-américaines, le premier ministre a-t-il communiqué avec le président Reagan ou d'autres représentants officiels du gouvernement américain, afin d'obtenir des éclaircissements sur cette déclaration plutôt remarquable?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le chef de l'opposition dit que c'est une déclaration remarquable. A mon avis, il a lui-même fait des déclarations plutôt remarquables ces derniers jours. Il sera encore plus étonné d'apprendre que selon M^{me} Margaret Thatcher, premier ministre de Grande-Bretagne, elle non plus n'avait pas été consultée. Je suppose que les États-Unis n'ont pas jugé bon de consulter M^{me} Thatcher ni le Canada.

M. Mulroney: Madame le Président, à titre de citoyen canadien, je tiens à assurer au premier ministre que je ne prise guère des déclarations comme celles qui font les manchettes de ce matin. Je ne devrais pas avoir à en assurer le premier ministre.

ON DEMANDE UN ÉCLAIRCISSEMENT AU SUJET DE LA RÉPONSE DES ÉTATS-UNIS

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Étant donné la gravité de cette question, puis-je me permettre de répéter que le Canada n'a pas été consulté, selon M. Dam, «parce que, pour des raisons de sécurité, il ne fallait pas trop parler de ce projet d'invasion». Je demande au premier ministre si, dans l'intérêt du gouvernement du Canada, il a consulté le chef du gouvernement américain ou un de ses collaborateurs pour tirer cela au clair.

J'estime que nous ne pouvons pas laisser passer une telle déclaration. Je voudrais savoir si le premier ministre a communiqué avec le président pour obtenir ces éclaircissements?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je n'ai pas communiqué avec le président. J'ai eu des échanges de vues avec lui sur d'autres questions, mais pas sur celle-là. Je dois dire que je partage l'étonnement du chef de l'opposition. Il dit rapporter les paroles d'un haut fonctionnaire du département d'État. J'ignore quelles en sont les conséquences. J'ignore les conséquences d'une telle déclaration. Je sais seulement que les États-Unis semblent avoir décidé de ne pas consulter le Canada, ni la Grande-Bretagne et la France, sans doute pas davantage, même si je sais que les pays antillais étaient d'accord pour que le Canada soit consulté. Apparemment, ils ont dû intervenir d'urgence sans prendre le temps de nous consulter.